

unité départementale du Finistère  
2 rue de Kerivoal  
CS 83037  
29325 QUIMPER

QUIMPER, le **11 MAI 2023**

Références : ENV-D-23. 0179

Affaire suivie par : CORBINAIS-POCHAT Sophie  
Téléphone : 02.90.08.55.55  
Courriel : ud29.dreal-bretagne@developpement-durable.gouv.fr

Pièce(s) jointe(s) : /

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 11/04/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **NOBELSPORT**

20 route du Beuzit  
29590 Pont-de-Buis-lès-Quimerch

Code AIOT : 0005501351

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/04/2023 dans l'établissement NOBELSPORT implanté 20 route du Beuzit 29590 Pont-de-Buis-lès-Quimerch. L'inspection a été annoncée le 15/03/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques : <https://www.georisques.gouv.fr/>.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- NOBELSPORT
- 20 route du Beuzit 29590 Pont-de-Buis-lès-Quimerch
- Code AIOT : 0005501351
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

NOBELSPORT fabrique des poudres pour munitions de chasse ou de tir sportif, ainsi que des produits pour le maintien de l'ordre, des produits pyrotechniques et des matériaux plastiques et composites.

## Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- action nationale 2023 : accidentologie au sein des établissements SEVESO seuil Haut et système de gestion de la sécurité

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Gestion des presque accidents ou des incidents	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8	/	Sans objet
2	Gestion des presque accidents ou des incidents	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I - point 6	/	Sans objet
3	SGS - Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I – point 3	/	Sans objet
4	Gestion des presque accidents ou des incidents	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7 point 5	/	Sans objet
5	Gestion des presque accidents ou des incidents	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article annexe 1 point 7	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre de l'action nationale 2023 portant sur l'accidentologie dans les établissements SEVESO seuil Haut et le système de gestion de la sécurité (SGS). Le contrôle vise à évaluer la bonne application des dispositions prévues dans le SGS ainsi que la prise en compte du retour d'expérience d'évènement(s) survenu(s) sur le site ou dans des établissements de la profession en France ou à l'étranger.

L'IIC a pu constater que l'accident survenu l'été dernier dans l'établissement MANUCO à Bergerac a été analysé par l'exploitant. Les procédures visées par le SGS ont été contrôlées par sondage et ne font pas apparaître de constats de non-application, ni d'inadéquation, ni d'incomplétude.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Gestion des presque accidents ou des incidents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Existence SGS
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant met en place dans l'établissement un système de gestion de la sécurité applicable à toutes les installations susceptibles de générer des accidents majeurs en application de l'article L. 515-40 du code de l'environnement. Le système de gestion de la sécurité est conforme aux dispositions mentionnées en annexe I au présent arrêté. L'exploitant met en œuvre les procédures et actions prévues par le système de gestion de la sécurité, conformément à l'article R. 515-99 du code de l'environnement. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les différents documents mentionnés à l'annexe I du présent arrêté.
<b>Constats :</b> L'établissement NOBELSPORT dispose d'un système de gestion de la sécurité. La version du manuel SGS datée du 20 mars 2023 a été transmise à l'IIC préalablement à la visite d'inspection. Le SGS de l'établissement contient les éléments prévus par les dispositions mentionnées dans l'annexe I de l'Arrêté ministériel susvisé, il est construit selon le plan suivant : 1 organisation et formation 2 Identification et évaluation des risques d'accidents majeurs 3 Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation 4 Gestion des modifications 5 Gestion des situations d'urgence 6 Gestion du retour d'expérience 7 contrôle du SGS, Audits et revues de Direction 8 Gestion du manuel SGS et de la documentation Sécurité/Environnement  Le document fait référence à différentes procédures en vigueur au sein de l'établissement ainsi qu'à des instructions. Les procédures sont nommées et numérotées. Une liste de ces procédures existe et figure sur un document distinct présenté pendant le contrôle. L'IIC note que cette liste tenue à jour pourrait figurer en annexe du SGS, voire les procédures elles-mêmes, afin de rendre le SGS encore plus opérationnel et efficace pour mettre en œuvre la politique de prévention des accidents majeurs.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



N° 2 : Gestion des presque accidents ou des incidents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I point 6
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Mode de recensement des événements et mode de filtre
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> (...) Les procédures englobent le système de notification des accidents majeurs ou des accidents évités de justesse, notamment lorsqu'il y a eu des défaillances des mesures de prévention, les enquêtes faites à ce sujet et le suivi, en s'inspirant des expériences du passé. (...)
<b>Constats :</b> Une procédure spécifique est mise en place, il s'agit de la procédure SE/21"le système ACACIA" pour détecter les accidents et presque accidents, organiser les enquêtes et analyser les causes de défaillances détectées, déployer les actions correctives et suivre l'avancement. Une revue ACACIA est organisée mensuellement avec le CSSCT de l'établissement.  Les accidents et incidents qui se produisent sur d'autres sites industriels de la profession en France et dans le monde sont par ailleurs remontés par le biais de plusieurs sources : <ul style="list-style-type: none"><li>- le Syndicat des Fabricants d'Explosifs et d'Artifices (SFEPA)</li><li>- l'Inspection des Poudres et Explosifs (IPE)</li><li>- l'Association des Fabricants Européens des Munitions de Sport (AFEMS)</li><li>- la Base ARIA (BARPI)</li></ul> L'exploitant s'appuie également sur des canaux de communication directe avec d'autres exploitants de la profession. Par exemple, il a eu connaissance de l'accident au sein de l'établissement MANUCO à Bergerac (explosion) en août 2022, dès sa survenance avec un retour d'expérience à chaud par un personnel de l'entreprise.  Il déclare aussi exploiter les publications sur le site GEORISQUES.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I - 3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Maîtrise des procédés, Maîtrise d'exploitation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Des procédures et des instructions sont mises en oeuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. La phase de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telle procédure. (...)</p> <p><b>Constats :</b> Ces dispositions sont vérifiées pendant le contrôle pour évaluer les capacités de l'exploitant à maîtriser le risque pyrotechnique dans toutes les phases du procédé (exploitation et maintenance) et à avoir intégré le retour d'expérience de l'accident survenu à Bergerac l'été dernier lors d'une phase de maintenance des installations de production de nitrocellulose.</p> <p>Une vingtaine de procédures, de consignes de sécurité et d'instructions encadrent la sécurité pyrotechnique de l'exploitation et de la maintenance des installations de l'établissement. Pour cibler celles qui concernent les phases d'arrêt, de redémarrage, d'opérations de maintenance, l'exploitant présente à l'IIC les principales procédures qu'il met en oeuvre :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- La procédure SE 24 "organisation des arrêts annuels" qui encadre la sécurité des travaux réalisés pendant les périodes d'arrêts annuels de la production (5 semaines en moyenne par an : 3 l'été et 2 en fin d'année calendaire).</li> <li>- l'instruction de fabrication n°138 qui concerne les opérations de nettoyage (hebdomadaire, fin de semaine ou de fermeture) de la presse à déshydrater la nitrocellulose;</li> <li>- la procédure SE 08 "procédure d'intervention sur les matériels contaminés" qui encadre tous les travaux sur matériels contaminés par des matières pyrotechniques des appareils, outillages, bâtiments, égoûts etc...</li> </ul> <p>L'IIC n'a pas d'observation sur le contenu de ces procédures y compris sur l'aspect de l'encadrement des entreprises extérieures dont les personnels sont tous systématiquement formés au risque pyrotechnique comme les personnels de NOBELSPORT et évalués régulièrement. L'exploitant indique également qu'il va, par exemple, procéder prochainement au remplacement d'une trémie dans le bâtiment d'émiettage de la nitrocellulose. Il a fait appel à une entreprise spécialisée (E.O.D.E.X) pour élaborer une E.S.T spécifique et décontaminer l'installation pour l'opération bien que dans cet atelier la nitrocellulose soit toujours humide à plus de 25 % en conditions normales, donc considérée comme solide inflammable avec un classement au transport de 4.1 qui n'implique pas l'obligation d'une EST. Enfin l'exploitant indique qu'en matière de décontamination des équipements, il favorise le nettoyage à l'eau en utilisant plusieurs dispositifs de nettoyage haute pression et une caméra permettant de visualiser l'intérieur des équipements non accessibles comme les tuyauteries. L'IIC note au travers de l'exemple présenté qu'aucun critère n'est renseigné dans le SGS pour cadrer la décision de l'exploitant de réaliser une EST ou non sur des installations de production à l'arrêt. Considérant l'enjeu, ce point mérite d'y figurer.</p> <p><b>Observations :</b> Il appartient à l'exploitant de compléter son manuel SGS en précisant les critères qui déterminent la décision de réaliser une EST dans les cas d'opérations d'entretien et de maintenance sur des installations à l'arrêt mais ayant servi à la production de produits pyrotechniques.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



#### N° 4 : Gestion des presque accidents ou des incidents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7 point 5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, MMR : suivi des défaillances de MMR
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Mesures de maîtrise des risques</p> <p>[...] Les défaillances des mesures de maîtrise des risques sont enregistrées et gérées par l'exploitant. Ces défaillances sont analysées et les actions correctives et/ ou préventives nécessaires sont menées.</p> <p>Les anomalies des mesures de maîtrise des risques, y compris celles conduisant à des périodes d'indisponibilité, sont enregistrées, le cas échéant, les actions correctives nécessaires sont menées. Les anomalies enregistrées sont analysées et font l'objet d'une revue, aboutissant si nécessaire, à la mise en œuvre de mesures préventives ou correctives.</p> <p>Les défaillances sont des dysfonctionnements de nature à compromettre la fonction de sécurité d'une mesure de maîtrise des risques et à remettre en cause l'efficacité attendue, y compris de manière temporaire. Les anomalies sont des dysfonctionnements qui ne sont pas de nature à compromettre la fonction de sécurité de la mesure de maîtrise des risques ni à remettre en cause l'efficacité attendue (par exemple par effet d'une sécurité positive).</p> <p>A l'occasion du réexamen de l'étude de dangers le cas échéant, les niveaux de confiance des mesures de maîtrise des risques sont réévalués à la lumière des défaillances enregistrées et de la revue des anomalies. (...)</p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant indique que les MMR recensées dans l'EDD en vigueur sont suivies et les anomalies ou défaillances détectées font l'objet d'une analyse qui conduit à une révision immédiate de l'EDD ou à l'intégration des paramètres dans la révision quinquennale de l'EDD, selon la gravité de l'anomalie ou de la défaillance détectée.</p> <p>Par ailleurs tout incident d'origine pyrotechnique fait l'objet d'une déclaration obligatoire selon les dispositions réglementaires du code du travail.</p> <p>Les risques pouvant conduire à des accidents majeurs font l'objet de procédures de prévention (ex. risques électriques y compris électricité statique, chocs, chaleur, frottements/frictions).</p> <p>Les interventions dans les zones pyrotechniques sont réglementées également par plusieurs procédures, notamment les procédures SE/09 "intervention sur matériels contaminés", SE/10 "mise en service et arrêt d'installation", SE/24 "organisation des arrêts annuels", complétées par le dispositif de l'instruction n°138 "nettoyages". Toute intervention est assujettie à un permis d'intervention.</p> <p>Tous les personnels de l'entreprise sont formés à la sécurité et sensibilisés aux risques comme le personnel des entreprises extérieures.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

N° 5 : Gestion des presque accidents ou des incidents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article annexe 1 point 7
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Réalisation d'audits
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Des procédures sont mises en œuvre en vue de l'évaluation périodique systématique de la politique de prévention des accidents majeurs et de l'efficacité et de l'adéquation du système de gestion de la sécurité. (...)
<b>Constats :</b> L'exploite indique qu'au moins 3 audits de direction sont menés par an selon les évolutions réglementaires, les résultats des analyses d'incident/d'accident effectuées ou la date de(s) procédure(s) nécessitant d'être réexaminée(s).  Par exemple, depuis le début de l'année 2023, 2 procédures ont déjà été révisées dans le cadre des modifications substantielles du site qui sont encadrées par l'AP n°2022-41-A du 25/11/2022 : les procédures 20 "gestion des eaux industrielles" et 23 "gestion des déchets pyrotechniques".  Les conclusions des rapports d'audit sont présentées en Commission de suivi de site (CSS) chaque année.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

